SPÉCIAL ÉLECTIONS

numéro 13 - mars 2007

Cause Commune

Une collaboration spéciale de la NEFAC et du RAME



Lorsque vient le temps des élections, les médias en profitent pour nous rappeler à quel point nous vivons dans une belle démocratie, d'où le peuple choisit ses propres représentantEs. Et surtout, ne commencez pas à critiquer !

Pensez aux « petits pays miséreux », qui n'ont pas le choix de subir la dictature. Dans chaque comté électoral, il nous faut donc choisir notre représentantE, et ce, dans l'intérêt de la majorité. Les représentantEs deviennent alors députéEs. Mais que représentent-ils, à part eux-mêmes ? Sont-ils vraiment au service des communautés ?

Avant de se présenter comme candidatE officiel-le, il existe des étapes qui ont une importance considérable et qui révèlent bien la nature du processus électoral. Si vous désirez vous présenter comme candidatE indépendantE, rien ne vous y empêche: cependant, vous aurez tôt fait de comprendre que vous n'avez aucune chance. Qui dit campagne électorale dit financement et publicité. Ainsi, les élections sont accaparées par les partis politiques qui ont les plus grosses sources de revenus. Pour être financés, il faut plaire…mais pas qu'à son voisin ! La méthode consiste plutôt à faire des poignées de main à ceux et celles qui ont le portefeuille plein. On pourrait alors penser que n'importe qui peut se présenter candidatE pour les trois gros partis (PLQ, PQ, ADQ). Suffit-il d'avoir des idées et des bonnes intentions pour se lançer en politique ? Pas vraiment. Tout d'abord, il faut remporter l'investiture du parti dans la circonscription. C'est comme une entrevue pour une job : on prend le ou la plus qualifiéE. Pas seulement pour des considérations professionnelles, bien entendu ! L'aspect financier est de haute importance. En effet, la majorité des députéEs à l'Assemblée Nationale proviennent du milieu des affaires, de l'administration, du droit ou de la finance. Presque tous et toutes sont des directeurs ou directrices, membres de conseils d'administrations, présidentEs ou encore chargéEs d'affaires commerciales. Et ce, au sein des trois gros partis. Ce qui revient à dire que le commun des mortels est balayé du revers de la main lorsque c'est le temps de présenter une candidature. La lutte pour l'investiture est exactement la même qu'une réunion d'un conseil d'administration qui élit son PDG. Et même rendu à ce point, le candidat-patron est-il au service du peuple ? Sûrement pas.

Pour se faire élire, le candidat-patron doit séduire l'électorat. Et pour séduire, il faut utiliser beaucoup de ruses. Le problème, c'est que la ruse, ça coûte cher ! En effet, le candidat doit s'assurer de l'appui des patrons qui ne se présentent pas aux élections. S'activent alors le réseau de contacts et les promesses faites aux gens d'affaires que si le candidat se fait élire, les affaires se porteront encore mieux. Plus le financement et les subventions pleuvent, plus les appuis sont importants. L'électorat, pendant ce temps, se contente des promesses faites à droite à gauche par le candidat. En fait, on peut dire que c'est comme une pièce à deux faces. Il doit courtiser les riches d'un côté, tout en s'assurant d'avoir le sourire et de faire de belles promesses de l'autre. Finalement, le candidat-patron devient le député-patron. Il ou elle ne représente pas la population : il s'agit en fait du représentant des boss. Jamais les communautés n'ont les moyens d'exprimer leur insatisfaction face au système électoral. On ne peut le remettre en cause puisqu'il s'agit d'un des fondements de notre belle démocratie.

Les élections sont donc une preuve que le pouvoir n'est pas détenu par le peuple. C'est surtout la preuve que c'est une classe qui domine sur une autre. Les députéEs ne sont finalement que les valets de service d'une petite minorité bien installée au pouvoir. Ce n'est pas le peuple qui détermine ce que feront ces valets. C'est bel et bien cette minorité de riches qui tire les ficelles, tout en n'étant redevable à personne sauf à elle-même, échappant à tout contrôle puisqu'elle le détient. C'est pourquoi les anarchistes pensent que le système électoral est biaisé par les riches. On nous fait miroiter une pseudo démocratie alors que la grande majorité des citoyens et citoyennes ne peuvent se présenter, ni se faire élire et n'ont donc en définitive que très peu de contrôle sur leurs vies. On donne un chèque en blanc à des gens qui en ont déjà beaucoup trop. La politique n'est pas la politique de tous et de toutes, mais bien la politique des riches.

De cette démocratie, nous n'en voulons pas et nous ne voulons pas nous faire dire que nous sommes irresponsables. Les incompétentEs, ce ne sont pas nous : ce sont les escrocs qui mentent pour s'en mettre plein les poches. Puisqu'il nous faut travailler tous les jours pour avoir de quoi survivre, nous n'allons tout de même pas leur donner notre appui et participer à leur cirque ! Qu'ils s'élisent tout seul, et que notre classe s'organise elle-même ! La véritable démocratie ne peut qu'être directe.

Perspectives libertaires

Imposer le changement

Nous voilà de nouveau en période électorale. C'est le temps pour du changement, du moins c'est ce que nous diront les partis d'opposition. Mais quels moyens seront pris pour réaliser du changement au Québec? Avec le Parti Libéral, c'est avant tout avec la loi du bâillon que les plus grandes transformations sociales ont été faites au cours des dernières années, comme les modifications au code du travail et l'imposition des conventions collectives de la fonction publique. On a ainsi vu les principes de la démocratie représentative complétement bafoués, car avec la loi du bâillon on a permis à la majorité à l'Assemblée nationale de faire adopter des projets de loi en suspendant les procédures.

Parlons-en de cette démocratie et réglons tout de suite un malentendu: il ne peut y avoir de démocratie authentique dans le cadre du capitalisme. Pourquoi? Parce que le capitalisme place l'économie hors du champ de la démocratie, à un niveau où seul le pouvoir brut de la bourgeoisie est pris en compte.

Alors, si les institutions démocratiques actuelles trahissent leurs propres principes et se montrent incapables d'avoir une prise sur les forces du marché, où est-il donc possible pour la classe ouvrière de faire entendre sa voix et de défendre ses intérêts? Nous pensons que c'est dans le cadre des luttes sociales, sur le terrain populaire, à côté et contre le monde politicien. Historiquement, c'est de cette façon que la journée de travail de 8 heures et les fins de semaine de congé ont été gagnées. Dans les dernières années, c'est avec la lutte que nous avons empêché l'établissement de la centrale thermique du Suroît et les plus récentes coupures en éducation. Et tout récemment, parions que c'est la mobilisation des groupes communautaires du quartier Pointe Saint-Charles et du sud-ouest de Montréal qui ont fait reculer le projet de grand casino plutôt qu'un quelquonque appui politicien. Bien qu'elle n'est pas toujours apparente, il existe une gauche populaire au Québec et au Canada, capable de réaliser des changements sociaux hors et à l'encontre de la politique institutionnelle.

Maintenant, réglons un deuxième malentendu, celui-ci d'ordre réformiste : on ne peut pas simplement assembler diverses luttes revendicatives pour arriver à une véritable démocratie. Il faut d'abord que ces luttes gardent leur intégrité et indépendance politique, qu'elles refusent de devenir la courroie de transmission des partis politiques plus à gauche. Ensuite, elles doivent se rassembler et se doter d'un projet politique clair en rupture avec le capitalisme qui dépasserait tout en les englobant les champs d'intérêts spécifiques des groupes revendicatifs. En somme, il appartient aux personnes en lutte dans leurs syndicats, associations étudiantes, associations communautaires et ailleurs de réaliser que leurs gains peuvent dans l'immédiat se transformer en une prise de pouvoir généralisée et que les formes de démocratie directe vécues dans la lutte peuvent être utilisées pour établir une société autogérée. Ce projet "d'enlever la démocratie" des mains des élus à l'Assemblée Nationale, pour l'amener dans nos lieux de travail et nos quartiers passe évidemment par une bataille pour

...Suite en page 4





comme Mouvements sociaux

« Agir au lieu d'élire » : à lui seul, ce slogan résume bien la stratégie privilégiée par les anarchistes pour arriver à obtenir des changements sociaux. Mais encore faut-il intervenir collectivement si l'on veut faire des gains. Loin de rester confinéEs « entre anarchistes », nous avons fait le choix de militer au sein des mouvements sociaux. Voici pourquoi.

Dès qu'un groupe prend conscience de sa propre existence, que ses intérêts sont bafoués par ceux qui détiennent le pouvoir, il y a fort à parier que certainEs de ses membres prendront les moyens pour s'organiser et lutter. C'est ce qui s'est produit au 19e siècle lorsque la classe ouvrière s'est regroupée en formant les premiers syndicats. D'abord illégaux, pratiquant davantage l'action directe que la concertation avec les patrons, les syndicats ouvriers ont tracé la voie à une foule d'autres regroupements sur la base d'intérêts divers. Aujourd'hui, divers mouvements existent et revendiquent le respect de droits fondamentaux, qu'il s'agisse de ceux des femmes, des autochtones, des gais et lesbiennes, des sans-emploi, des étudiant-e-s ou des locataires. Il suffit d'analyser le paysage politique québécois pour s'apercevoir que les mouvements sociaux sont à l'heure actuelle l'un des principaux moteurs des luttes sociales.

À tort, on peut penser que ces mouvements ont tous plus ou moins la même couleur politique, vaguement social-démocrate. Ce n'est pas nécessairement le cas. Ils peuvent être progressistes ou conservateurs, réformistes ou radicaux.Des tendances politiques, parfois contradictoires, s'opposent régulièrement en leur sein, entraînant des scissions menant à la création de nouvelles organisations. C'est aussi vrai dans le mouvement syndical que dans le mouvement étudiant ou le mouvement féministe. Si globalement leur intervention vise à obtenir des réformes afin d'améliorer les conditions de vie de la population, certains d'entre eux portent néanmoins un potentiel de rupture avec l'ordre capitaliste et patriarcal. D'où l'importance que les idées et les pratiques libertaires puissent également s'y exprimer.

Lorsque les anarchistes interviennent dans les mouvements sociaux, ils/elles le font pour diverses raisons. Si nous avons fait le choix de nous organiser avec d'autres personnes qui vivent des situations d'exploitation ou de domination, c'est que nous vivons directement les mêmes problèmes. Nous ne participons donc pas à leur fonctionnement afin de les noyauter ou de les contrôler, comme l'ont fait d'autres tendances politiques (qu'il s'agisse des péquistes ou des marxistes-léninistes), mais bien pour nous organiser avec d'autres personnes qui souhaitent transformer la société. Au sein des mouvements sociaux, les anarchistes ne restent pas les bras croisés. Tant et aussi longtemps que la propriété et la richesse demeureront confinées dans les mains de quelques-uns et que l'État veillera au grain pour protéger ces privilèges, la justice et l'égalité demeureront un mythe. C'est pourquoi nous luttons contre les tendances réformistes qui négligent toute critique en profondeur du système capitaliste. Nous travaillons également de manière à renforcer l'autonomie des mouvements sociaux vis-à-vis des partis politiques, qu'ils soient de « gauche » ou de droite. Les anarchistes cherchent également à promouvoir les actions directes, et non simplement les moyens d'actions purement symboliques ou le lobbying comme c'est malheureusement souvent le cas. Nous souhaitons créer les conditions permettant une plus grande unité entre les mouvements, de façon à développer un front élargi de lutte contre nos ennemis communs.

Cette radicalisation des mouvements sociaux doit aller de pair avec une démocratisation des organisations. Les mouvements sociaux doivent être contrôlés par leur base. Cette prise en charge est absolument nécessaire car sans elle, il est difficile de penser le changement vers une société où le pouvoir ne sera plus l'affaire d'une minorité, mais bien l'affaire de toutes et tous.



Qu'est-ce que le RAME?

Le but du RAME est de mettre en commun les forces d'anarchistes se trouvant dans le milieu étudiant par le biais d'un réseau régulier, formel et visible. Bien que nous considérons comme primordiale notre participation dans les syndicats étudiants en tant qu'organisations porteuses d'un mouvement de masse (comme ce fut le cas lors de la dernière grève générale étudiante), nous ressentons également le besoin de diffuser nos idées, nos analyses et de contribuer à la mise en place de pratiques libertaires. *La marmite* est le journal du RAME, elle bouillonne avec des idées et, nous l'espérons, se renversera sur le vieux monde.

http://rame.koumbit.org/



Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). 3000 exemplaire de ce journal sont distribués gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation.

Cause commune se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement.

Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de chez-vous.

Contacts :

Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefacquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
Saguenay/Lac St-Jean: lenoiretlerouge@hotmail.com
Trois-Rivières : la_reponse@hotmail.com

Pour vous tenir au courant de nos activités, vous pouvez vous abonner à notre liste de diffusion «info@nefac.net». Écrivez simplement à info@nefac.net en mentionnant «abonnement à la liste» dans le champ «sujet».

Abonnement de soutien au journal (20$ / un an)
Chèque à l'ordre de «Groupe Émile-Henry»
Collectif anarchiste La Nuit a/s E.H, C.P. 55051, 138 St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0

Les abstentionnistes se coalisent

Les élections provinciales sont en cours au Québec. On nous parle de l'importance d'aller voter, que cela fait partie de l'exercice démocratique. Pendant ce temps, une coalition se met sur pied afin de dire : assez ! Y'en a marre de se faire prendre pour des idiots !



La coalition « NOUS ON VOTE PAS ! » a pour but de défendre les principes abstentionnistes révolutionnaires et une nouvelle vision de la société. Une société où on ne donnera pas de chèques en blanc à des escrocs qui mentent au fil de leurs promesses, mais où les exploitéEs se seront appropriés le pouvoir politique, sans dieu ni maître.

La coalition a fait paraître un pamphlet, un journal d'agitation, ainsi que deux affiches et des stickers. Toute personne qui est écoeurée du cirque électoral est fortement encouragée à faire de l'agitation dans son quartier, école, lieu de travail, etc. Le matériel est accessible à tous et à toutes gratuitement sur le site www.nousonvotepas.org.

Si vous êtes intéresséEs à rejoindre notre coalition, veuillez nous contacter par email : abstention2007@gmail.com

Seule la lutte paie : désertons les urnes, occupons la rue !

Principes de la coalition

1/ Nous nous opposons à l'État, au parlementarisme et à la démocratie bourgeoise, car ces institutions préservent le capitalisme. L'État est la forme que prend une classe pour asseoir sa domination et la faire accepter au nom de "l'intérêt général". L'État perpétue ainsi la société divisée en classes sociales antagoniques : ceux qui possèdent et ceux qui doivent travailler (pour subvenir à leurs besoins). La démocratie représentative que nous connaissons aujourd'hui ne représente en rien ceux et celles qui produisent les richesses mais qui n'y ont pas accès : la classe dominée.

2/ Le refus de la démocratie bourgeoise implique le rejet de l'électoralisme. Nous ne voulons pas déléguer notre pouvoir de décider à des spécialistes, qu'ils soient élus ou auto-proclamés. Ils prétendent tous " mieux " nous représenter, mais, une fois élus, ne serviront que leur propre intérêt, soit celui de la classe dominante. Ainsi, voter sert à légitimer un système qui nous exploite, nous impose le salariat, la hiérarchie et nous empêche de prendre notre vie en mains. L'électoralisme favorise la minorité au pouvoir. Les urnes ne mettront jamais fin à la société de classes.

3/ Nous refusons le cirque électoral, où les professionnelles de la politique sont passéEs maîtres dans l'art de dire la même chose dans des mots différents. Leur discours est constitué de promesses électorales qui se transformeront en mensonges. Même si l'on constate que ce qu'ils disent est faux, les éluEs demeurent en poste, disposant d'un chèque en blanc. La politique se résume en un spectacle où tous les bouffons sont invités dans un cirque nommé Assemblée Nationale. Nous savons qu'il ne s'agit que de mascarades qui laissent intactes l'essentiel de la domination et de l'exploitation dans cette société. Au nom de ce cirque, les politiciens et les politiciennes nous confisquent la parole et notre pouvoir de décision.

4/ Les différents arguments qui portent sur la question nationale sont pour nous insignifiants. Le nationalisme est une invention de la classe dominante. Historiquement, le nationalisme n'a servi qu'à diviser notre classe, celle qui se fait exploiter et qui n'a aucune frontière. À chaque élection le nationalisme revient comme par enchantement, afin de nous berner. Aujourd'hui, nous savons que rouge ou bleu, ils nous saignent à blanc.

5/ Nous pensons qu'il est indispensable de se réapproprier le pouvoir politique. En ce sens, nous opposons à la démocratie représentative la démocratie directe. La démocratie directe est un processus de décision collectif qui se fonde sur une organisation horizontale plutôt que hiérarchique.

6/ Sans égalité économique, l'égalité politique est une mystification. Nous pensons que les travailleurs et travailleuses doivent prendre le contrôle de la production dans le but de transformer radicalement les structures sociales dans leur ensemble. En plus de la démocratie directe, nous prônons également la gestion directe de la société par ceux et celles qui la perpétuent.

7/ En privilégiant la démocratie directe et des lieux de travail autogérés, nous souhaitons redéfinir la vie politique en affirmant qu'il est possible de s'organiser de manière radicalement différente. Contre l'État et le parlementarisme, nous répondons par le communisme libertaire.

8/ Nous ne somme pas apathiques et apolitiques. Nous croyons que la participation dans les mouvements sociaux est le meilleur moyen de changer les conditions dans lesquelles on vit. Ce ne sont pas les partis politiques qui ont amélioré les conditions de vie de la classe ouvrière, mais bel et bien les actions et pressions des mouvements sociaux. Ces mouvements ont même le potentiel de bâtir un contre pouvoir face à l'État et le capital. Un réel changement de la société passe par une implication dans des mouvements sociaux combatifs, démocratiques et autonomes, dans nos milieux de vie et nos communautés.

9/ Arrêtons de nous faire des illusions, voter n'est pas la solution. Restons dignes, abstenons-nous de voter : le pouvoir, c'est nous.



Zizique

Deux *come-back* rouge et noir

Deux monstres sacrés de la musique engagée franco-française tendance anar ont sorti des disques cette année après une très longue absence. Les bacs des disquaires se sont en effet enrichis coup sur coup de nouveaux albums de Renaud et de Bérurier noir.

Le retour du chanteur énervant

Après un passage à vide cynique et anti-politique (Boucan d'enfer) qui faisait suite à un réformisme moche (l'anarcho-mitterandisme...), Renaud renoue dans Rouge sang avec ses vieilles racines anars. Entre plusieurs chansons d'amour, un peu d'humour et de portrait du quotidien, Renaud a « retrouvé son flingue » (c'est lui qui le dit) pour « dénoncer le conformisme des nantis et l'ignorance des gens de rien » (« qui imaginent changer l'histoire en votant pour quelques gangsters, en déléguant tous les pouvoirs à des politiciens pervers »), écorcher les bo-bo (bourgeois-bohêmes), dénoncer les fachos (« qui votent Sarko! »), « l'Amérique du grand capital », les « putain d'églises à la con » et « notre époque télémerdique ». On a dit dans les grands journaux que les textes politiques de ce disque de Renaud étaient faciles et trop gô-gôche (traduction : trop radicaux)… C'est peut-être vrai mais avouons que ça fait du bien de voir le chanteur retomber sur ses pattes et renouer avec la chanson engagée et hargneuse. Ne gâchons pas notre plaisir. Ça fait un peu l'effet de retrouver un vieux copain qui avait mal viré. Ce n'est pas le meilleur Renaud, il fausse encore même si c'est moins pire depuis qu'il a arrêté de fumer, mais on est loin des merdes des dernières années. Les fans inconditionnels (un peu plus en moyen aussi) seront heureux de savoir qu'une édition spéciale sur deux disques (contenant plusieurs protest-song inédites) est sortie avec une petite bédé. www.rougesang.fr



Les Béruriers sont les rois!

Il fallait s'y attendre, après le retour sur scène et les deux DVD d'archives, les vétérans du rock alternatif français Bérurier Noir ont eu envie de sortir un nouveau disque. C'est maintenant chose faite avec Invisible. C'est dans le ton du groupe (personne ne sera dépaysé) mais ça a perdu un peu de sa puissance. La force de Bérurier noir c'était d'être en phase avec un certain mouvement de la jeunesse, de parler d'une réalité qu'ils vivaient. Bérurier noir étaient « vrais ». Ils le sont toujours autant mais, bon, ils ne sont plus jeunes et le mouvement a comme qui dirait reflué… Résultat, beaucoup moins de quotidien et de chanson d'actualité et beaucoup plus de lyrisme et d'imaginaire. Un imaginaire un peu bizz, en passant, nostalgique d'un certain âge d'or (Le Serf, Le Druide et Le Loup???). Dur de dire si c'est nous ou eux qui sont déconnectés mais on « communie » un peu moins que dans le temps. Peut-être que les primitivistes et les écolos radicaux tripperont plus (quoi que ça risque d'être encore trop rouge pour eux…)? Au moins on est sûr que c'est par plaisir et non pour l'argent qu'ils font leur *revival* (sont encore sur leur propre étiquette indépendante… y'a des choses qui ne changent pas). www.fzm.fr

Sur les lignes...

Chronique syndicale

Contre le dégel, pour la gratuité (une position pragmatique!)

La capacité de payer...

Selon le maire de Montréal, les employé-es de la Ville devront s'appauvrir pour «respecter la capacité de payer» des contribuables. Réagissant à l'annonce d'un vote de grève des employé-es d'entretien du transport en commun dans la métropole, le maire a rappelé le «cadre de règlement» des conventions collectives de la municipalité : le gel des salaires pour 2007 et des augmentations de 2% pour les 3 années suivantes. Puisque tout augmente plus vite que ça, le maire propose donc aux employé-es de s'appauvrir. Et après on se surprend des votes de grève...

Surprise! Stéphane Dion renie sa parole

Personne ne sera surpris d'apprendre que le Parti libéral du Canada, le parti historique de la grande bourgeoisie canadienne, s'opposera au projet de loi anti-scab concocté conjointement par le Bloc et le NPD. Après tout, ce ne serait que la dixième fois que les libéraux voteraient contre un tel projet de loi...

Personne n'est surpris sauf Buzz Hargrove, l'homme qui a donné un coat des TCA à Paul Martin. En effet, lors d'une réunion tenue le 7 février 2007, Stéphane Dion s'était personnellement engagé auprès de Buzz à appuyer la loi, à la condition que les services essentiels soient maintenus en cas de grève. Buzz est donc frustré et déçu (ce sont ses mots) d'apprendre que les libéraux n'appuieraient pas le projet de loi en troisième lecture. *Come'on Buzz, à quoi tu t'attendais?*

Capital politique à peu de frais



Sylvain Simard, député péquiste de Richelieu et critique de l'Opposition pour le Conseil du Trésor, a décidé de se faire du capital politique à peu de frais. Sans doute inspiré par l'appui de la FTQ à sa formation politique, le candidat a décidé d'appuyer Denis Petitclerc, un militant syndical congédié par la Société immobilière du Québec après avoir parlé aux médias. Selon le site du SCFP, l'ancien ministre s'engage d'ailleurs à faciliter un retour rapide au travail si le Parti Québécois est porté au pouvoir le 26 mars prochain.

L'élément clef de cette promesse est **si le Parti Québécois est porté au pouvoir**, ce qui semble de moins en moins évident. Pourquoi appuyer cette victime de la répression anti-syndicale maintenant? À qui ça profite réellement? Au syndiqué ou au politicien? Pourquoi le syndicat se prête à ce petit jeu? C'est sur qu'avoir l'appui d'élus est parfois important pour faire avancer nos dossiers, mais c'est pas pousser le bouchon un peu loin que d'écrire, comme le fait le SCFP, que "le militant vient de recevoir un appui de taille dans ses démarches pour retrouver son emploi"? Qu'est-ce que ça vaut un appui du PQ ces jours-ci?...

Source: syndical.blogspot.com

En conflit...

Au moment d'écrire ces lignes, le 8 mars, il y avait au moins 674 prolos en grève ou en lock-out au Québec

Une étude récente de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) démontre que, loin d'être une utopie irréaliste, la gratuité scolaire à tous les niveaux est un objectif réaliste et réalisable à court terme. L'abolition pure et simple des frais de scolarité et autres « frais afférents » ne coûterait en effet que 550 M$ et n'impliquerait qu'une hausse de 4,2% du budget du Ministère de l'éducation. Le principal frein à la gratuité scolaire n'est donc pas budgétaire mais idéologique.

Le dégel ne réglera rien

Le sous-financement du réseau universitaire québécois est généralement évalué à 400 M$. C'est un problème réel mais il ne sera pas réglé par un dégel modeste des frais de scolarité. Une étude de la CADEUL (l'association étudiante de premier cycle à l'Université Laval) évalue qu'un dégel respectant l'indice des prix à la consommation n'apporterait que 4,6 M$ de plus dans les coffres des universités. Forcément, pour avoir un impact réel, un dégel devra nécessairement être sauvage (à l'image des 350% de hausse occasionnée par le dernier dégel libéral). Même là, les chercheurs de l'IRIS mettent en garde contre la pensée magique. Partout ailleurs au Canada, les hausses de frais de scolarité ont été accompagnées d'une baisse proportionnelle de la contribution étatique. Ainsi, la part de financement des universités canadiennes provenant directement de la poche des étudiantEs est passée de 13% en 1980 à 34% en 2005 alors que la part de financement étatique est, elle, passée de 80% à 59%. Bref, au Canada anglais, les hausses de frais n'ont rien réglé du sous-financement des universités (qui est aussi criant qu'ici, soit-dit en passant).

L'impact des frais de scolarité

Préserver l'accessibilité aux études est l'argument majeur des associations étudiantes contre un dégel des frais de scolarité. Et il y a de quoi : 70 % des jeunes canadiens et canadiennes identifient « des raisons financières » comme principal obstacle à la poursuite d'études postsecondaires. Selon le Journal of Higher Education, la proportion d'étudiantEs moins nantiEs susceptible de persister et de terminer leurs études baisse de 19 % pour chaque augmentation de 1 000 $ des frais de scolarité.

Au Québec même, on constate que les frais de scolarité ont un impact marqué sur la fréquentation scolaire. De 1992 à 1997, c'est-à-dire avant que les effets du gel ne puissent se faire sentir, les inscriptions dans des programmes d'études devant mener au baccalauréat ont connu une diminution de 14,6 %. Curieusement, à partir du moment où le gel des frais de scolarité entre en vigueur, les inscriptions repartent à la hausse... Ainsi, dans la période menant de l'année scolaire 1997-1998 à 2005-2006 les programmes devant mener au baccalauréat ont enregistré une hausse de 22,1% de leurs inscriptions, cette hausse a été de 35,6 % pour les programmes conduisant à la maîtrise et de 63,2 % pour ceux se concluant par l'obtention d'un doctorat. Dans le même ordre d'idée, il n'est pas inutile de souligner qu'en 30 ans le taux de diplomation collégial (où s'applique une quasi-gratuité scolaire) est passé de 40% à 60%.

Évidemment, « quand on veut, on peut » et même des frais de scolarité élevés n'arrêteront pas des jeunes déterminés qui ont du talent (et l'appui de leur famille). On peut toutefois se demander à quel prix? Ce prix, c'est l'endettement étudiant qui suit en général la courbe des frais de scolarité. Au Québec, l'endettement moyen d'un étudiant ayant pris à sa charge son prêt à la fin de ses études de 1er cycle était de de 13 100$ en 2001-2002 alors qu'il était de 22 700$ en Ontario.

Vers la grève générale?

Réunis en congrès les 17 et 18 février dernier, les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ont réitéré leur appui au principe de la gratuité scolaire. Comme le contexte est également marqué par une menace sérieuse de dégel des frais de scolarité, l'ASSÉ invite toutes les associations étudiantes du Québec à se doter le plus rapidement possible de mandats pour, en cas de dégel, lancer dès l'automne prochain une grève générale illimitée pour la gratuité scolaire. Une manifestation nationale, soutenue par des journées de grève, aura lieu le 29 mars prochain. Un congrès spécial est déjà prévu pour le 7 avril. À suivre...

Pour en savoir plus : « Tarification de l'éducation postsecondaire ou gratuité scolaire? ». Disponible à www.iris-recherche.qc.ca et www.asse-solidarite.qc.ca

Un scab au PQ

Le candidat du Parti québécois dans Montmorency, Daniel Leblond, a franchi les lignes de piquetage de ses collègues syndiqués pendant la grève de quatre mois et demi des techniciens de Bell Canada en 1988. Le vice-président du local 75 du syndicat, affilié à la FTQ, Denis Faucher, a confirmé l'information au *Soleil*, et expliqué que ce comportement avait laissé beaucoup d'animosité envers M. Leblond parmi ses membres. Cadre intérimaire syndiqué, M. Leblond a choisi de poursuivre le travail et a obtenu un statut de cadre permanent après la grève. M. Faucher a raconté que contrairement à d'autres scabs qui ont fait amende honorable, M. Leblond ne s'est jamais excusé. Ce qui ne l'a pas empêché, après avoir quitté l'entreprise 10 ans plus tard, de demander l'aide du syndicat pour le Bloc québécois et le Parti québécois. Y'en a qui ont du front tout le tour de la tête. (Source Le Soleil)

En grève !

Il faudra voir comment Daniel Leblond va s'entendre avec son nouveau collègue Martin Courval (le candidat du P.Q. dans Portneuf)... Courval est en effet le président du Syndicat des chargé-es de cours de l'Université Laval (FNEEQ-CSN), en grève générale depuis le 14 mars. En voilà un qui a un drôle de sens des priorités... Il se présente aux élections alors que son syndicat est en pleine négociation et qu'il savait qu'une grève était imminente. Ça ressemble beaucoup à une désertion! Tu parles d'un progressiste!

Suite de la une...

le contrôle des moyens de production. La démocratie représentative n'a que peu d'impact sur le pouvoir économique. Si l'on veut une démocratie authentique et directe, il faudra justement qu'elle puisse intégrer l'économique, le politique et le social. Ainsi, pour replacer l'économie dans le champ démocratique, il faut mener nos luttes dans un sens anti-capitaliste.

En ce mois de mars 2007, nous sommes donc devant plusieurs choix. Reconduire le Parti Libéral pour qu'il puisse continuer à opérer la réingénierie de l'état? Aller avec l'Action Démocratique qui est encore plus à droite? Revenir au Parti Québécois qui a fait la preuve dans son dernier mandat que, pour lui, l'intérêt national triomphait toujours sur les besoins sociaux? Avoir foi en Québec Solidaire, qui pense pouvoir fusionner les revendications de la rue avec la lucidité d'un « bon gouvernement »?

Pour l'instant, posons le choix que nous avons devant nous : laisser filer le pouvoir à l'Assemblée Nationale ou l'exercer au quotidien, dans l'ensemble des sphères de la société. Le changement ne doit pas être l'affaire des politiciens et imposé par le bâillon. Au contraire, le changement doit être l'affaire des travailleurs-euses, des sans-emploi, des jeunes, etc. et imposé par la lutte.